« L'accès à l'eau doit devenir un sujet prioritaire pour les politiques du Nord comme du Sud »

tribune

Antoine Malafosse
Ingénieur

Alors qu'une conférence des Nations unies sur l'eau et l'assainissement se tient à New York du 22 au 24 mars, Antoine Malafosse montre tout le chemin qu'il reste à parcourir dans le monde pour offrir son accès à tout le monde et mieux gérer cette ressource menacée.

Antoine Malafosse, le 23/03/2023 à 14:19

Lecture en 3 min.

technique et financière de réseaux d'eau potable dans des villes, mis en place les années précédentes.

Dans l'une de ces villes, le responsable de l'exploitation me faisait lire une lettre qu'il avait reçue de l'école voisine. Avec une écriture encore enfantine, le courrier exprimait un grand merci : « *Grâce à vous, l'eau est là et ma mère ne se fatigue plus à la trouver loin de chez nous… grâce à vous, elle a pu rouvrir son petit commerce… grâce à vous, nous avons une vie meilleure.* »

S'informer avec calme, recul et confiance est plus que jamais nécessaire

La Croix Numérique
1€ le premier mois, sans engagement
Je m'abonne

Deux milliards d'humains privés de ce droit

Malheureusement, il existe encore de trop nombreux enfants qui ne peuvent exprimer ainsi leur reconnaissance. Les multiples engagements de la communauté internationale, la décision des Nations unies en 2010 de considérer l'accès à l'eau potable comme un droit humain n'empêchent pas que ce soient encore 2 milliards de personnes à ce jour qui ne bénéficient pas de ce droit.

Newsletter

L'essentiel ce matin

Les actus et les questions du jour en débat, pour démarrer la journée.

TOUS LES MATINS

Votre adresse e-mail

Je m'inscris

À lire aussi Bien commun : des débats houleux autour des « droits » des fleuves

Parmi ceux-ci, l'ODD 6 : « *Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau* ». Certes, des progrès globaux sont faits en matière d'accessibilité, mais certaines régions régressent, et nous sommes d'ores et déjà très en retard sur cet objectif : les États du Sud n'ont pas travaillé sur la mise en œuvre de stratégies et de programmations nécessaires, et les États du Nord ne fournissent pas les budgets suffisants.

Des efforts à fournir...

Il faut dire que la gouvernance mondiale de l'eau doit encore fournir des efforts : le dernier sommet de l'ONU sur l'eau et l'assainissement remonte à 1976 – quarante-sept ans ! – et, de fait, ces services essentiels ont toujours été les grands oubliés de la communauté internationale. Même si un Conseil mondial de l'eau s'active à réunir tous les deux ans un Forum mondial de l'eau, qui rassemble de multiples parties prenantes, même si bien des idées intéressantes y sont débattues et des expériences échangées, il n'y a pas de véritables résultats politiques permettant une meilleure prise de conscience de nos décideurs.

À lire aussi Un quart de la population mondiale en sévère manque d'eau

De même le « Partenariat mondial de l'eau », un réseau global rassemblant plusieurs milliers d'organismes divers issus de 170 pays, très centré sur la gestion des ressources en eau, propose un vaste réseau d'experts qui permet une progression de connaissances importante dans la mise en œuvre de solutions adaptées. Ce n'est pas non plus un espace où peuvent se prendre des décisions politiques.

Encourager les États à accélérer

La conférence des Nations unies sur l'eau qui se tient à New York est donc un moment exceptionnel qui arrive à point nommé pour mesurer la progression du sixième objectif de développement durable, faire exister et dynamiser un processus multilatéral, et encourager les États, les collectivités, toutes les parties prenantes, à accélérer. Quels sont les messages à faire passer ?

Le premier est de véritablement faire prendre conscience aux décideurs politiques, locaux et nationaux, de l'importance de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous. Peut-être faut-il le répéter sans cesse : c'est un droit pour tout être humain, et on ne peut se satisfaire de la situation actuelle. Je ne reviens pas non plus sur son importance vitale, structurante et économique pour les communautés concernées, comme le prouvent de nombreuses études.

Enfin, nous prenons conscience – aussi trop lentement – du péril climatique, de la nécessaire adaptation à ce changement global, dû à nos émissions de gaz à effet de serre. Dès lors, lorsque se pose la question du « comment » , il nous faut comprendre que cette résilience ne pourra être durablement construite que si les accès aux services essentiels sont d'abord satisfaits, au premier rang desquels l'eau potable. Ainsi tout projet d'adaptation au changement climatique ne devrait pas se faire sans comporter un volet « services essentiels » sur le territoire concerné.

Se coordonner

Le deuxième est la nécessité de casser les silos de réflexions et d'actions. En France comme dans d'autres pays, et parmi les agences des Nations unies, l'accès à l'eau et la gestion des ressources sont des sujets traités sectoriellement : eau et agriculture, eau et économie des territoires, eau et santé, eau et éducation… Il serait sage d'avoir à tout le moins des structures ou des espaces de coordination. Pour les Nations unies, la solution déjà identifiée et acceptée par de nombreux États est de nommer un envoyé spécial sur l'eau qui serait rattaché au secrétaire général. Un bon moyen, pour commencer, de remettre la question de l'eau parmi les sujets prioritaires au niveau politique, et de renforcer le multilatéralisme sur cette question.

À lire aussi Sécheresse : dix chiffres sur l'utilisation de l'eau en France

Curieusement, pour le Nord comme pour le Sud, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous n'a jamais semblé prioritaire pour les décideurs, qui possèdent déjà, et souvent depuis longtemps, ces services. À l'heure où nous